

ÉVOQUANT L'ÉVENTUELLE RÉVISION CONSTITUTIONNELLE
EN ALGÉRIE PAR BOUTEFLIKA

Soltani a dévoilé ses visées pour une république islamique

Les islamistes ne désespèrent pas de voir l'Algérie se transformer en république islamique. C'est ce qu'a laissé entendre le président du MSP, M. Aboudjerra Soltani, lors de son passage jeudi dernier à la Radio nationale Chaîne II, en évoquant la question brûlante de la révision de la Constitution que son parti n'a pas encore soutenue officiellement.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir)
- Soltani, qui occupe actuellement le poste de ministre d'Etat au sein du gouvernement Belkhadem, a déclaré : «Notre vision au MSP est que l'image de l'islam doit paraître dans le texte de cette nouvelle Constitution. Il faut consacrer des articles expliquant le vrai islam. Ces articles doivent indiquer clairement que tout ce qui sort du cadre de la Charia sera puni sévèrement. Il faut nettoyer la maison Algérie du mal qui la ronge.» Une telle vision de la Constitution a permis aussi à Soltani d'afficher son approbation pour l'application de la peine de mort en Algérie. Un homme qui est emprisonné à maintes reprises pour cause de vente de drogue est un danger pour la société. Il mérite donc, selon Soltani, d'être exécuté. La peine de mort doit s'appliquer contre ce genre de personnes, dira-t-il en substance. Soltani tempère, toutefois, ses propos en ajoutant que l'on ne peut pas appliquer la peine de mort dans les conditions actuelles. «La peine de mort ne peut pas être effective sous l'état de la corruption, de la pauvreté et la

domination. Offrons d'abord de meilleures conditions de vie aux Algériens puis appliquons la peine de mort», suggérera-t-il. L'invité de l'émission «Le rendez-vous du jeudi» a estimé que la question de la révision constitutionnelle relève des prérogatives du président de la République. Il dira, cependant, qu'une révision de la Constitution après le mois de novembre est inopportune. «Il faut laisser le temps nécessaire à la réflexion et au débat au sein de la société qui doit s'identifier à travers le texte de cette future Constitution», a-t-il estimé. Il faut rappeler que le MSP n'a pas apporté un soutien officiel à la révision de la Constitution et semble être contre l'idée même d'une telle opération. «Ce qui nous intéresse, nous au MSP, c'est que le peuple sente que ses problèmes sont résolus», insinua-t-il, précisant que M. Abdelaziz Bouteflika a entièrement le droit de procéder à la révision de la Constitution.

L'invité de la Chaîne II a réitéré la position de son parti sur la levée de l'état d'urgence si le projet d'adoption d'une nouvelle



Photo Samir Sid.

«Il faut nettoyer la maison Algérie du mal qui la ronge.»

Constitution vient à être concrétisé. Seulement, Soltani s'est refusé à se prononcer sur la date de la levée de l'état d'urgence. «La nouvelle Constitution doit prendre en considération l'élargissement des libertés individuelles et collectives qui sont, actuellement, en partie,

bafoüées.» Par ailleurs, le président du MSP considère que le bilan du gouvernement est globalement positif.

Il s'est abstenu de parler des retards accusés par certains secteurs d'activité économique. «Il faut parler de ce bilan dans le cadre

**SOLTANI L'A DÉCLARÉ JEUDI :
«Le remaniement
du gouvernement en juillet»**

Un remaniement du gouvernement aurait probablement lieu après la publication des résultats du baccalauréat le 10 juillet prochain, a déclaré jeudi le président du MSP, M. Aboudjerra Soltani, sur les ondes de la Radio nationale Chaîne II. M. Soltani s'est justifié par le fait que les nouveaux ministres auront suffisamment de temps pour s'imprégner des dossiers relevant de leurs départements respectifs. La prochaine équipe gouvernementale doit être prête pour répondre aux impératifs d'une rentrée sociale que Soltani considère des plus difficiles. «La prochaine rentrée sociale sera des plus difficiles parce qu'elle coïncide avec le début du mois de Ramadan, la révision de la Constitution et la préparation de la présidentielle de 2009.

Nous devons donc être prêts pour toutes ces échéances importantes de la vie politique de notre pays», résumera-t-il en soulignant la nécessité de ce remaniement gouvernemental.

L. M.

**Soltani s'attaque à la presse et à l'opposition
politique**

Soltani s'est violemment attaqué à certains journalistes de la presse nationale et étrangère au sujet des récents événements terroristes qui ont secoué l'Algérie la semaine dernière. Selon lui, il y a comme une volonté de pourrissement du climat en Algérie de la part de quelques personnes. Soltani a osé qualifier certains journalistes de malades qui méritent d'être soignés. La couverture médiatique du quotidien des Algériens à travers les différentes wilayas du pays a fait aussi l'objet de critique à la limite de l'indécence de la part de Soltani. Il dira à ce propos que certains titres de la presse nationale ne font que rapporter des informations négatives, ignorant en parallèle les efforts consentis par l'Etat. «Il n'y a que les citoyens qui pourraient apprécier le travail du gouvernement et non pas la presse», a-t-il dit. Soltani n'a pas épargné les partis de l'opposition et l'élite intellectuelle qu'il considère comme des acteurs absents de la scène politique nationale. «Où sont les partis de l'opposition, l'élite intellectuelle et les animateurs du mouvement associatif lorsqu'il fallait prévenir et faire cesser les émeutes de Chlef et d'Oran, ainsi que les tragiques événements de Berriane ?», s'est-il interrogé, oubliant de dire que l'opposition politique en Algérie a été réduite à sa simple expression par le régime de Bouteflika.

L. M.

**INCIDENT À LA RAFFINERIE DE SKIKDA
Des feux de broussaille ont failli atteindre
des fûts de produits pétrochimiques**

Des feux de broussaille ont été signalés jeudi tout près de la torche du complexe RA1K, dans la zone industrielle de Skikda. Heureusement, aucune victime n'est à déplorer.

De la fumée noire avait chargé l'atmosphère vers les coups de 19h, soit une dizaine de minutes après la survenue de l'incident. La panique s'est emparée de la population locale, plus particulièrement celle des habitations périphériques à la plateforme pétrochimique. L'alerte a été donnée à temps et les services compétents se sont rendus sur les lieux.

Les feux ont été circonscrits en

une durée ne dépassant 30 minutes, selon des présents.

Les efforts conjugués des éléments de la Protection civile, des FIR (Forces d'intervention rapide) et l'intervention de la RA1K ont évité le pire, car le feu a failli atteindre des fûts de produits chimiques, pétrochimiques et hautement inflammables, déposés à quelques mètres de la torche de la raffinerie. Leur emplacement provisoire a duré des mois. «Ces fûts sont installés là où il ne faut pas», nous dira notre source.

L'existence de ces produits remonterait aux premières années de l'industrie industrialisante et

devrait être prise au sérieux par les instances compétentes.

Dans le cadre de la politique de Sonatrach en matière d'HSE (hygiène, sécurité et environnement), renforcée par HSE-MS (système de management de HSE) et traduite par la réservation de 1,8 milliard de dollars d'ici à 2010, la stratégie consistant à «cacher» les fûts d'huiles usées en les mettant loin des itinéraires des responsables n'est pas toujours la plus appropriée.

Selon des sources concordantes, cet incident est lié aux rejets liquides émanant de la torche, un phénomène souvent

enregistré par le passé. Le déversement du liquide a pu atteindre la broussaille se trouvant au pied de la torche et le feu fut signalé dans les minutes qui suivirent. Le cas de la torche est à prendre au sérieux également, notamment l'opération de désherbage, et ce, dans le souci de prévenir la propagation des flammes au cas où un incendie se déclarerait.

Pour le moment, cet incident est apparenté à une simple manœuvre exécutée pour les besoins des exercices de simulation ! Des flammèches auraient atterri sur la broussaille

Zaïd Zoheïr

**LE RND
A TENU DES
RENCONTRES
RÉGIONALES
CE WEEK-END**

**Cap sur le
congrès**

Le Rassemblement national démocratique (RND) a organisé ce week-end des congrès régionaux à Annaba, Alger, Béjaïa et Mascara qui ont regroupé plus de 700 délégués représentant 25 wilayas.

Les participants ont eu pour tâche d'accélérer la cadence dans la préparation du congrès du parti qui se tiendra fin juin à Alger.

Ils ont eu à débattre des projets de résolution politique, économique et sociale que doit adopter le congrès.

Quatre avant-projets que sont «les statuts du parti», «la révision du règlement intérieur du parti», «la résolution politique» et «la résolution économique» ont été proposés à cet effet en application des décisions de la commission nationale chargée de la préparation du 3^e congrès.

R. N.